

§ 5. La commission consultative détermine, par un règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.
Ledit règlement est soumis à l'approbation du conseil d'administration.
Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 24 octobre 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Travaux publics, et des Communications,
J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 90 — 3158

16 JUILLET 1990

Arrêté de l'Exécutif relatif à l'attribution de bourses à des ressortissants étrangers

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, et notamment l'article 1er, paragraphe 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, paragraphe 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'évolution du coût de la vie commande l'adaptation de la réglementation en vigueur et qu'il y a lieu d'en avertir les gouvernements partenaires avant la date de la prochaine rentrée académique;

Vu la délibération de l'Exécutif du 16 juillet 1990;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Bourses et autres avantages accordés aux candidats étrangers

Section 1re. — Bourses d'études

Article 1er. Des bourses mensuelles d'études égales au montant de base prévu à l'article 8, multiplié par le coefficient 1.05 peuvent être accordées à des ressortissants étrangers désireux d'accomplir des études du 1er cycle de l'enseignement supérieur du type long ou universitaire, dans un établissement d'enseignement supérieur organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française. Le coefficient est de 1.10 pour les études du 2e cycle de l'enseignement supérieur de type long et de l'enseignement universitaire. Ces bourses ne sont accordées que pour autant que les demandeurs possèdent les diplômes et certificats belges requis pour l'admission aux études qu'ils désirent entreprendre.

Art. 2. Des bourses mensuelles de spécialisation égales au montant de base prévu à l'article 8, multiplié par le coefficient 1.35 peuvent être accordées à des ressortissants étrangers porteurs d'un diplôme final d'études supérieures, qui désirent suivre un enseignement ou programme de travaux du niveau du 3e cycle dans un établissement d'enseignement supérieur organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française ou au sein d'institutions scientifiques. Ces bourses ne sont accordées que si les demandeurs possèdent des diplômes ou certificats jugés équivalents aux diplômes et certificats belges requis pour l'admission aux études et travaux qu'ils désirent entreprendre.

Section 2. — Stages de perfectionnement

Art. 3. Des bourses mensuelles de perfectionnement égales au montant de base prévu à l'article 8, multiplié par le coefficient 1.05 peuvent être accordées pour une durée maximum de dix mois à des ressortissants étrangers qui, dans le cadre d'études supérieures menées dans leur pays d'origine, désirent effectuer un stage d'assistant de langue dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

Art. 4. Des bourses mensuelles de stage égales au montant de base prévu à l'article 8, multiplié par le coefficient 1.50 peuvent être accordées à des ressortissants étrangers qui désirent effectuer un stage professionnel dans un établissement relevant de la Communauté française ou agréé par elle, dans le cadre d'un programme de coopération décidé de commun accord par le pays d'origine et la Communauté française.

Section 3. — Bourses de recherches

Art. 5. Des bourses mensuelles de recherches égales au montant de base prévu à l'article 8, multiplié par le coefficient 1.35 peuvent être accordées pour une durée maximum de huit mois à des ressortissants étrangers, porteurs d'un diplôme de docteur ou de licencié ou d'un diplôme final étranger d'enseignement supérieur ou des centres de recherches ou des bibliothèques et archives spécialisées relevant de la Communauté française ou agréés par elle.

Section 4. — Cours de vacances d'été

Art. 6. Des bourses de vacances peuvent être accordées à des ressortissants étrangers qui désirent participer à des cours de vacances, des séminaires ou des colloques de vacances organisés ou agréés par la Communauté française. Le montant de ces bourses correspond au coût d'inscription, de logement et de séjour des manifestations précitées.

Section 5. — Bourses locales et de co-tutelle

Art. 7. Dans la présente section il faut entendre par :

- bourse locale : la bourse accordée à un ressortissant d'un pays en voie de développement en vue d'effectuer des études, des recherches ou un stage dans un autre pays en voie de développement;
- bourse de co-tutelle : la bourse octroyée à un étudiant effectuant un doctorat sous la tutelle conjointe de son établissement d'origine et d'un établissement de la Communauté française et partageant son temps entre ces deux établissements.

Il peut être attribué des bourses locales et des bourses de co-tutelle.

Le montant des bourses locales comme celui des bourses de co-tutelle afférentes aux périodes de travail dans le pays d'origine sont fixés par le membre de l'Exécutif qui a les relations internationales dans ses attributions, de commun accord avec le gouvernement du pays partenaire. Ces bourses ne pourront en tout état de cause excéder la mensualité de base prévue à l'article 8.

Le bénéficiaire d'une bourse de co-tutelle peut obtenir le remboursement d'un voyage du pays d'origine vers Bruxelles et retour au maximum chaque année.

Le bénéficiaire d'une bourse locale qui effectue ses études, ses recherches ou son stage à l'extérieur de son pays, peut obtenir le remboursement de ses frais de voyage du pays d'origine au pays de destination et vice-versa.

Les bénéficiaires des bourses locales ou de co-tutelle ne peuvent prétendre aux avantages prévus par les articles 9 à 17 du présent arrêté pour les périodes de séjour dans un pays en voie de développement.

Section 6. — Montants de base

Art. 8. Le montant mensuel de base des bourses est fixé à 15 820 FB correspondant à l'indice 133.68 des prix à la consommation en vigueur au 1er janvier 1988. Chaque année, le montant de base est automatiquement adapté le 1er septembre à l'indice des prix à la consommation pour les douze mois à venir. L'indice de référence est celui du mois de juillet précédent.

Art. 9. Les montants de base de l'indemnité mensuelle pour charges de famille sont fixés à :

- 4 520 FB pour le conjoint;
- 2 260 FB par enfant,

correspondant à l'indice des prix 133.68 à la consommation en vigueur le 1er janvier 1988. Chaque année ce montant est adapté automatiquement le 1er septembre à l'indice des prix à la consommation pour les douze mois à venir. L'indice de référence est celui du mois de juillet précédent.

Art. 10. Une indemnité d'équipement est accordée aux boursiers visés aux articles 1er, 2, 3 et 5 lors de leur arrivée. Le montant de l'indemnité s'élève à 5 000 FB pour un séjour de six mois ou plus.

Art. 11. Les boursiers visés aux articles 1er et 2 peuvent obtenir une allocation égale au montant des frais d'inscription aux cours et aux examens prévus par le programme de travail pour lequel la bourse est accordée.

Art. 12. Les boursiers visés aux articles 1er, 2, 3 et 5 peuvent obtenir une allocation forfaitaire de 10 000 FB par année académique, destinée à couvrir leur frais d'acquisition de livres et autres matériel pédagogiques ainsi que leurs frais de déplacements nécessités par les formalités administratives prescrites par le Commissariat général aux Relations internationales.

Ce montant est réduit à due concurrence pour les séjours inférieurs à un an.

Les boursiers qui doivent faire imprimer en Belgique leur thèse de doctorat ou leur mémoire pour l'obtention d'un grade académique belge peuvent obtenir le remboursement des frais d'impression pour un montant maximum de :

- 25 000 FB pour les thèses de doctorat;
- 7 500 FB pour les mémoires de licence.

Art. 13. Les boursiers stagiaires visés à l'article 4 qui sont tenus de loger à l'hôtel peuvent bénéficier d'une indemnité de logement; celle-ci est égale à 1 000 FB par nuit d'hôtel mais son montant mensuel ne peut excéder celui de leur mensualité de bourse.

Art. 14. Les boursiers visés aux articles 1er à 6 ainsi que leur conjoint et leurs enfants qui les accompagnent, bénéficient des avantages d'un contrat d'assurance Soins de Santé et Responsabilité civile, qui sera souscrit par le Commissariat général aux Relations internationales. En cas de maladie ou d'accident graves nécessitant l'hospitalisation, les frais non couverts par l'organisme assureur peuvent être remboursés. L'assurance Soins de Santé ne couvre pas les frais liés aux maladies congénitales, ainsi qu'aux prothèses.

Art. 15. Le boursier originaire d'un pays en voie de développement peut bénéficier d'une indemnité mensuelle pour le conjoint qui n'exerce pas d'activité lucrative et pour chacun des enfants à charge, âgé de moins de dix-huit ans, se rendant avec lui en Belgique. Le montant des indemnités est calculé conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Art. 16. Les boursiers visés aux articles 1er et 2 originaires d'un pays en voie de développement peuvent obtenir le remboursement de leur frais personnels de voyage de leur pays d'origine et vice-versa.

Les frais de retour de Bruxelles au pays d'origine peuvent être remboursés aux boursiers originaires d'un pays en voie de développement, titulaires d'une bourse de huit mois au minimum accordée en dehors de l'exécution d'un accord culturel.

Art. 17. Les boursiers visés aux articles 1er et 2 peuvent obtenir en outre le remboursement des frais de voyage, aller-retour, lorsqu'ils désirent rentrer dans leur pays d'origine au cours des vacances de fin d'année académique pour autant qu'ils aient, en qualité de boursier, réussi leurs deux premières années d'études.

Lorsque les études poursuivies durent plus de cinq ans, le même avantage peut être accordé chaque fois que le boursier a réussi deux nouvelles années d'études.

Art. 18. Les frais de voyage prévus aux articles 15 et 16 ne sont remboursables que pour les transports par avion (classe touriste ou économique) et sur présentation du titre de voyage ou de la facture.

Art. 19. Les bourses et avantages prévus par le présent arrêté ne peuvent être cumulés avec ceux accordés en exécution de la réglementation relative aux bourses d'études et de stages en Belgique au bénéfice des ressortissants de pays en voie de développement.

Art. 20. Les avantages prévus aux articles 1er à 19 du présent arrêté sont accordés dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

CHAPITRE II. — *Les obligations des boursiers étrangers en Belgique*

Art. 21. Les boursiers étrangers, en acceptant une des bourses prévues au présent arrêté, s'engagent à respecter les conditions d'attribution et à se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 22. Ils doivent se conformer aux instructions du Commissaire général aux Relations internationales relatives aux modalités pratiques de paiement des prestations mensuelles, à l'octroi d'avantages sociaux prévus au présent arrêté ainsi qu'aux obligations de séjour ou de logement; ils doivent se conformer aux lois et règlements relatifs au séjour des étrangers en Belgique.

Art. 23. Les boursiers étrangers ont l'obligation de mettre tout en œuvre pour mener à bonne fin, dans les délais les plus courts, le programme de formation ou de recherches pour lequel la bourse est accordée.

Ils ne peuvent changer ce programme, ni changer d'établissement d'enseignement ou de recherches, ni changer de professeur ou de directeur de formation ou de recherches que pour des motifs impérieux, tenant à la nécessité de poursuivre leur programme et après l'accord des fonctionnaires désignés par le Commissaire général aux Relations internationales et moyennant avis préalable des autorités académiques ou administratives intéressées.

Art. 24. Les boursiers ont l'obligation :

1. de se mettre en rapport dès leur arrivée en Belgique avec le Commissaire général aux Relations internationales;
2. de faire connaître à cette administration l'adresse de leur résidence en Belgique et de l'informer sans délai de tout changement;
3. de poursuivre leur formation ou leurs recherches sans interruption ni suspension, sauf autorisation préalable du Commissariat général aux Relations internationales.

Les boursiers visés à l'article 1er doivent se présenter chaque année à la première session d'examens et, en cas d'échec, aux deux sessions, sauf pour motif grave dûment justifié.

Art. 25. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui soit en opposition avec la Constitution et la législation belges, qui poursuive la destruction de l'indépendance du pays ou qui mette en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 26. Ils ont l'obligation de présenter au Commissariat général aux Relations internationales dans les deux mois qui suivent la fin de la période couverte par la bourse, un rapport décrivant les conditions dans lesquelles le programme a été accompli et les résultats obtenus.

Art. 27. Le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions peut mettre fin à la période de validité de la bourse dans l'un des cas suivants :

1. si le boursier n'est pas en mesure d'exécuter son programme;
2. s'il a achevé celui-ci;
3. s'il a manqué aux obligations énoncées aux articles ci-dessus;
4. s'il a contrevenu gravement aux lois, décrets et règlements en vigueur.

Le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions peut dans chacun des mêmes cas, priver le boursier de tout ou partie des avantages pécuniaires définis aux articles ci-dessus.

CHAPITRE III. — *Dérogations*

Art. 28. Pour autant que la négociation d'accords de réciprocité l'exige, le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions peut déroger aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 29. Pour l'exécution du présent arrêté, sont considérés comme pays en voie de développement les pays énumérés à l'annexe de l'arrêté royal du 10 août 1981 « fixant les critères de subvention de la formation universitaire en Belgique à partir de l'année académique 1981-1982 pour les ressortissants des pays en voie de développement ».

Art. 30. L'arrêté du 9 octobre 1984 relatif à l'attribution des bourses à des ressortissants étrangers est abrogé.

Art. 31. Le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1990.

Bruxelles, le 16 juillet 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 90 — 3158

16 JULI 1990

Besluit van de Executieve betreffende de toekenning van beurzen aan buitenlanders

—
De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de evolutie van de kosten van levensonderhoud de aanpassing van de geldende reglementering noodzakelijk maakt en dat de partnerregeringen vóór de datum van het begin van het volgende academiejaar daarvan op de hoogte moeten worden gebracht;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 16 juli 1990 genomen beslissing;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Beurzen en andere voordelen toegekend aan de buitenlandse kandidaten

Afdeling 1. — Studiebeurzen

Artikel 1. Maandelijke studiebeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaalde basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.05, kunnen worden toegekend aan buitenlanders die studies in het hoger onderwijs van het korte type of studies van de eerste cyclus in het hoger onderwijs van het lange type of het universitair onderwijs wensen te volgen in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs. De coëfficiënt is 1.10 voor de studies van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type en het universitair onderwijs. Deze beurzen worden slechts toegekend voor zover de aanvragers de Belgische diploma's en getuigschriften bezitten die vereist zijn voor de toelating tot de studies die ze wensen te volgen.

Art. 2. Maandelijke specialisatiebeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaalde basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.35, kunnen worden toegekend aan buitenlanders die houder zijn van een eindexamen van het hoger onderwijs en die onderwijs of een werkprogramma van het niveau van de derde cyclus wensen te volgen in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs of binnen wetenschappelijke instellingen. Deze beurzen worden slechts toegekend indien de aanvragers houder zijn van diploma's en getuigschriften die als gelijkwaardig worden beschouwd met de Belgische diploma's en getuigschriften die vereist zijn voor de toelating tot de beoogde studien en werkzaamheden.

Afdeling 2. — Vervolmakingsstages

Art. 3. Maandelijke vervolmakingsbeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaalde basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.05, kunnen worden toegekend voor een maximumduur van tien maanden aan buitenlanders die, in het kader van hogere studies die ze in hun land van herkomst volgen, een stage van taalassistent wensen te volgen in een onderwijsinstelling die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend.

Art. 4. Maandelijke stagebeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaalde basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.50, kunnen worden toegekend aan buitenlanders die een beroepsstage wensen te volgen in een instelling die van de Franse Gemeenschap afhangt of door haar wordt erkend, in het kader van een samenwerkingsprogramma dat door het land van herkomst en de Franse Gemeenschap in onderlinge overeenstemming wordt beslist.

Afdeling 3. — Navorsingsbeurzen

Art. 5. Maandelijke navorsingsbeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaalde basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.35, kunnen worden toegekend voor een maximumduur van acht maanden aan buitenlanders die houder zijn van een doctors- of licentiaatsdiploma of van een buitenlands eindexamen van hoger of ermee gelijkgesteld onderwijs, en die aan onderzoek willen doen in een wetenschappelijke instelling, in laboratoria, onderzoekscentra of gespecialiseerde bibliotheken en archiefdiensten die van de Franse Gemeenschap afhangen of door haar erkend werden.

Afdeling 4. — Zomervakantiecurssussen

Art. 6. Vakantiebeurzen kunnen worden toegekend aan buitenlanders die wensen deel te nemen aan vakantiecurssussen, vakantieseminaries of vakantiec colloquia die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of erkend. Het bedrag van deze beurzen dekt de inschrijvingskosten, de huisvestings- en verblijfskosten van voornoemde manifestaties.

Afdeling 5. — Lokale en co-tutelaire beurzen

Art. 7. In deze afdeling dient te worden verstaan onder :

— lokale beurs : de beurs toegekend aan een onderdaan van een ontwikkelingsland om hem de mogelijkheid te verschaffen aan onderzoek te doen of een studie of stage te volgen in een ander ontwikkelingsland;

— co-tutelaire beurs : de beurs toegekend aan een student die doctorereert onder de gezamenlijke voogdij van een instelling van zijn land van herkomst en van een instelling van de Franse Gemeenschap en die nu eens de ene dan weer de andere instelling bezoekt.

Er kunnen lokale beurzen en co-tutelaire beurzen worden toegekend.

Het bedrag van de lokale beurzen en het bedrag van de co-tutelaire beurzen met betrekking tot de werkperiodes in het land van herkomst, worden door het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren, vastgesteld in overeenstemming met de regering van het partnerland. Deze beurzen kunnen hoe dan ook niet hoger zijn dan het bij artikel 8 bepaalde basismaandbedrag.

Wie een co-tutelaire beurs geniet, kan de terugbetaling krijgen van maximaal één heen- en terugreis per jaar van het land van herkomst naar Brussel.

Wie een lokale beurs geniet en aan onderzoek doet of een studie of stage volgt buiten zijn land, kan de terugbetaling krijgen van de heen- en terugreis van het land van herkomst naar het land van bestemming.

Wie een lokale beurs of een co-tutelaire beurs geniet, kan geen aanspraak maken op de voordelen bedoeld bij de artikelen 9 tot 17 van dit besluit voor een verblijf in een ontwikkelingsland.

Afdeling 6. — Basisbedragen

Art. 8. Het basismaandbedrag van de beurzen wordt vastgesteld op 15 820 BF, berekend op grond van het op 1 januari 1988 geldende indexcijfer 133,68 van de consumptieprijzen. Elk jaar, op 1 september, wordt het basisbedrag automatisch aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de volgende twaalf maanden. Het referentieindexcijfer is dat van de vorige maand juli.

Art. 9. De basisbedragen van de maandvergoeding voor gezinslasten, worden vastgesteld op :

- 4 520 BF voor de echtgenoot;
- 2 260 BF voor elk kind, berekend,

op grond van het op 1 januari 1988 geldende indexcijfer 133,68 van de consumptieprijzen. Elk jaar, op 1 september, wordt dit bedrag automatisch aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de volgende twaalf maanden. Het referentieindexcijfer is dat van de vorige maand juli.

Art. 10. Er wordt een uitrustingsvergoeding toegekend aan de bursalen bedoeld bij de artikelen 1, 2, 3 en 5 bij hun aankomst. De vergoeding bedraagt 5 000 BF voor een verblijf van zes maanden of meer.

Art. 11. De bij de artikelen 1 en 2 bedoelde bursalen kunnen een toelage krijgen die gelijk is aan het bedrag van de inschrijvingskosten voor de cursussen en examens bepaald in het werkprogramma waarvoor de beurs werd toegekend.

Art. 12. De bij de artikelen 1, 2, 3 en 5 bedoelde bursalen kunnen een forfaitaire toelage van 10 000 BF per academiejaar krijgen. Deze toelage dekt de kosten voor de aanschaffing van boeken en ander pedagogisch materiaal alsook de kosten voor de reizen die ze moeten ondernemen om te voldoen aan de administratieve formaliteiten voorgeschreven door het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap.

Dit bedrag wordt tot het passende beloop verminderd voor de verblijfsperiodes van minder dan één jaar.

De bursalen die in België hun doctoraats thesis of hun licentiaatsverhandeling moeten laten drukken om een Belgische academische graad te behalen, kunnen de terugbetaling bekomen van de drukkosten voor een maximumbedrag van :

- 25 000 BF voor een doctoraats thesis;
- 7 500 BF voor een licentiaatsverhandeling.

Art. 13. De bij artikel 4 bedoelde stagedoende bursalen die in een hotel moeten logeren, kunnen een huisvestingsvergoeding genieten; deze bedraagt 1 000 BF per nacht in het hotel, maar kan maandelijks niet hoger zijn dan het maandbedrag van hun beurs.

Art. 14. De bij de artikelen 1 tot 6 bedoelde bursalen alsook hun echtgenoot en kinderen die hen vergezellen, genieten de voordelen van een verzekeringscontract Gezondheidszorg en Burgerrechtelijke Aansprakelijkheid, dat door het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap wordt aangegaan. In geval van ernstige ziekte of zwaar ongeval, waarbij hospitalisatie nodig is, kunnen de door de verzekeringsinstelling niet gedekte kosten worden terugbetaald. De verzekering Gezondheidszorg dekt niet de kosten in verband met aangeboren ziekten, alsook met prothesen.

Art. 15. De bursaal afkomstig uit een ontwikkelingsland, kan een maandelijks vergoeding genieten voor de echtgenoot die geen winstgevende activiteit uitoefent en voor elk kind ten laste, dat minder dan achttien jaar oud is en zich met hem (haar) naar België begeeft. Het bedrag van de vergoedingen wordt berekend overeenkomstig artikel 9 van dit besluit.

Art. 16. De bij de artikelen 1 en 2 bedoelde bursalen, afkomstig uit een ontwikkelingsland, kunnen de terugbetaling krijgen van hun persoonlijke kosten voor de reis van en naar hun land van herkomst.

De kosten van de terugreis van Brussel naar het land van herkomst kunnen worden terugbetaald aan de bursalen die uit een ontwikkelingsland afkomstig zijn en die een beurs voor ten minste acht maanden genieten, toegekend buiten de uitvoering van een cultureel akkoord.

Art. 17. De bij de artikelen 1 en 2 bedoelde bursalen kunnen bovendien de terugbetaling van de kosten voor de heen- en terugreis bekomen, wanneer zij gedurende de vakantie aan het einde van het academiejaar naar hun land van herkomst wensen terug te keren, voor zover zij, als bursaal, geslaagd zijn voor hun eerste twee studie jaren.

Indien de gevolgde studies meer dan vijf jaar duren, kan hetzelfde voordeel worden verleend, telkens als de bursaal voor twee volgende studie jaren geslaagd is.

Art. 18. De bij de artikelen 15 en 16 bedoelde reiskosten zijn slechts terugbetaalbaar voor het vervoer per vliegtuig (toeristen- of economy-klasse) en op vertoon van een reisbiljet of factuur.

Art. 19. De beurzen en voordelen bepaald bij dit besluit kunnen niet worden gecumuleerd met die verleend ter uitvoering van de reglementering betreffende de studie- en stagebeurzen in België ten voordele van buitenlanders afkomstig uit ontwikkelingslanden.

Art. 20. De voordelen bedoeld bij de artikelen 1 tot 19 van dit besluit worden toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de buitenlandse bursalen in België

Art. 21. Door het aanvaarden van één van de in dit besluit bedoelde beurzen, gaan de buitenlandse bursalen de verbintenis aan de toekenningsvoorwaarden en de voorschriften van dit besluit na te leven.

Art. 22. Zij moeten de onderrichtingen naleven van de Commissaris-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap, betreffende de praktische modaliteiten voor de uitbetaling van de maandelijks bedragen, de toekenning van de in dit besluit bepaalde sociale voordelen alsook de verplichtingen inzake verblijf en huisvesting; zij moeten de wetten en verordeningen betreffende het verblijf van buitenlanders in België naleven.

Art. 23. De buitenlandse bursalen moeten alles in het werk stellen om het vormings- en onderzoeksprogramma waarvoor de beurs werd toegekend, in de kortste termijn tot een goed einde te brengen.

Zij kunnen dit programma niet veranderen, noch veranderen van onderwijs- of navorsingsinstelling, veranderen van professor of vormings- of navorsingsdirecteur, tenzij om dwingende redenen die verband houden met de noodzaak om voortzetting van hun programma, na de instemming van de ambtenaren aangewezen door de Commissaris-Generaal voor Internationale Betrekkingen, en op voorafgaand advies van de betrokken academische of administratieve overheden.

Art. 24. De bursalen zijn ertoe verplicht :

1. onmiddellijk bij hun aankomst in België contact op te nemen met het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België;

2. aan die administratie het adres van hun verblijfplaats in België, en zonder verwijl, elke wijziging ervan, mede te delen;

3. hun vorming of onderzoeken zonder onderbreking of opschorting voort te zetten, behoudens voorafgaandelijke toelating van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België.

De bursalen bedoeld in artikel 1 moeten zich ieder jaar op de eerste examenzittijd aanmelden, en, indien zij niet geslaagd zijn, voor beide zittijden, behalve om een ernstige reden die behoorlijk wordt bewezen.

Art. 25. Zij mogen geen enkele activiteit verrichten die in strijd is met de Belgische Grondwet en de Belgische wetgeving, die de ondergang van de onafhankelijkheid van het land beoogt of die de landsverdediging of het nakomen van de verplichtingen van België om zijn veiligheid te verzekeren, in gevaar brengt.

Zij mogen niet toetreden tot of meewerken aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een activiteit van dezelfde aard.

Art. 26. Zij zijn ertoe verplicht binnen de twee maanden die volgen op het einde van de geldigheidsduur van de beurs, bij het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België een verslag in te dienen waarin de voorwaarden waaronder hun programma werd uitgevoerd en de resultaten werden behaald, worden beschreven.

Art. 27. De Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren, kan een einde stellen aan de geldigheidsduur van de beurs in de volgende gevallen :

1. wanneer de bursaal zijn programma niet kan uitvoeren;

2. wanneer hij dit programma heeft afgewerkt;

3. wanneer hij de verplichtingen bedoeld in bovenvermelde artikelen niet nakomt;

4. wanneer hij de geldende wetten, decreten en verordeningen ernstig overtreedt.

De Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren kan, in elk van die gevallen, de bursaal de geldelijke voordelen bepaald bij de bovenstaande artikelen, geheel of gedeeltelijk ontnemen.

HOOFDSTUK III. — *Afwijkingen*

Art. 28. Voor zover de afsluiting van reciprociteitsakkoorden zulks vereist, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren, van de bepalingen van dit besluit afwijken.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 29. Voor de uitvoering van dit besluit, worden beschouwd als ontwikkelingslanden, de landen opgesomd in de bijlage van het koninklijk besluit van 10 augustus 1981 tot vaststelling van de subsidiecriteria van de universitaire opleiding in België voor de onderhorigen van de ontwikkelingslanden vanaf het academiëjaar 1981-1982.

Art. 30. Het besluit van 9 oktober 1984 met betrekking tot het verlenen van beurzen aan buitenlanders wordt opgeheven.

Art. 31. De Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1990.

Brussel, 16 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 90 — 3159

3 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, notamment les articles 5 et 6;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'avis du Conseil consultatif du Troisième Age pour la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;